

Un proche de l'économie présidera au destin des gymnasiens et des apprentis

Formation Le chef de la promotion économique reprend un poste stratégique au DFJC. Réactions contrastées.



Homme de l'économie, Lionel Éperon reprend la DGEP.

Image: SIEBER/ARC

Par Lise Bourgeois

Par Joëlle Fabre

ABO+

18.01.2018

Commentaires 1

Partager 7

Mail 0

Tweet

Signaler une erreur

Vous voulez communiquer un **renseignement** ou vous avez repéré une **erreur**?

Surprise ce jeudi au Département de la formation. Lionel Éperon, l'actuel chef de la promotion économique (SPECo) a été nommé à la tête de la Direction générale de l'enseignement postobligatoire (DGEP). Lâché en octobre dernier par Séverin Bez, ce gros secteur de l'État administre les gymnases, les écoles professionnelles, l'apprentissage, l'école de la transition et les formations tertiaires des HES.

C'est donc un gros bateau que reprend le chef de service, jusque-là fidèle lieutenant de Philippe Leuba. Voir passer un haut commis d'un département à l'autre, qui plus est d'un fief de la droite à un secteur tenu par la gauche depuis 24 ans, n'est pas chose courante.

«C'est une tâche noble que d'accompagner les jeunes dans leur transition vers un métier»



Parlez-vous PyeongChang ?

Dès le 7 décembre, vivez les XXIIIe Jeux Olympiques d'hiver au Musée Olympique.

Publicité

En chiffres

La Direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEP) administre les dossiers de plus de **36 000 jeunes**. Elle s'occupe de l'apprentissage, des gymnases, des écoles professionnelles et supérieures, de la formation continue des adultes, de l'école de la transition (ex-OPTI) et des jeunes migrants, entre autres. En août 2017 on dénombrait quelque **12 000 gymnasiens**, tandis que le secteur de l'enseignement professionnel chapeautait plus de **22 700 personnes**, dont près de **20 000 apprentis**. L'école de transition enregistrait **1200 élèves**. Le service a de gros travaux en perspective avec la construction de nouveaux gymnases (La Tour-de-Peilz, Échallens, Chablais, La Côte) qui s'ajouteront aux 11 existants. Du côté de la formation professionnelle, **13 écoles professionnelles** et des métiers sont sous sa tutelle. Tous ces secteurs sont en outre appelés à évoluer face aux exigences de la société.

Articles en relation

Lionel Éperon, 47 ans bientôt, titulaire d'une licence en sciences politiques et d'un master en administration publique de l'IDHEAP, a postulé aux côtés de 30 candidats. Cheffe depuis cet été du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC), la socialiste Cesla Amarelle l'a choisi en vue d'augmenter le nombre de places d'apprentissage et de faire avancer la certification des jeunes et des adultes. Il entrera en fonction le 15 février.

Le nouveau directeur général se dit «très enthousiaste» à l'idée d'apporter sa pierre à l'édifice: «C'est une tâche noble que d'accompagner les jeunes dans leur transition vers un métier.» Lionel Éperon travaillera notamment sur la question de la digitalisation des métiers, un défi capital.

Son absence de formation pédagogique semble curieuse à un tel poste. «Je suis chargé de cours à l'IDHEAP (Institut de hautes études en administration publique) et j'aime la transmission du savoir, précise-t-il. Je compte me former au contact du terrain. Cela dit, le département ne cherche pas un superenseignant à ce poste. Je ne le serai jamais. Je mettrai en œuvre mes compétences managériales, de facilitateur et d'accompagnateur du changement.»

«Une certaine logique»

La nouvelle est accueillie de diverses manières. Dans les rangs du PLR, on discerne avant tout une bonne idée. La députée Catherine Labouchère juge qu'il y a «une certaine logique» dans cette nomination. «Une forte demande du terrain existe pour un lien accru entre le monde de la formation et celui des entreprises, dit-elle. Or, M. Éperon est très proche de celui des entreprises. Elles emploient nos jeunes.»

Son collègue, Marc-Olivier Buffat, lui aussi familier des questions de formation pour avoir travaillé sur la réforme scolaire, estime que l'actuel chef du SPECo a l'avantage de bien connaître les rouages de l'État: «Je trouve intéressant de reprendre tout ce dossier avec un œil neuf. Il n'est certes pas enseignant, mais c'est peut-être précisément ça qui est bien!»

Connu pour ses critiques sur l'évolution «utilitariste» de l'école, Gilles Pierrehumbert, président de la Société vaudoise des maîtres secondaires, n'est quant à lui pas enthousiaste: «Je ne connais pas M. Éperon et je ne me prononce pas sur sa personne. Mais je trouve regrettable que l'on mette à ce poste quelqu'un qui n'a pas l'expérience de l'enseignement.» Le syndicaliste fait valoir que la formation professionnelle implique aussi une partie de formation générale. Or, avec cette inflexion du côté de l'économie, le Département donne le signal qu'il la prend moins en considération, juge-t-il.

Enfin, chez les socialistes, où l'on peut s'attendre à quelques crissements, le député Nicolas Rochat est d'avis que la DGEP «ronronnait». De plus, «il est temps, observe-t-il, de mettre fin à la guerre stérile entre académiques et techniques.»

Lise Bourgeois

«Il est temps de ne plus tout miser sur les études longues!»

Cesla Amarelle nous a reçu jeudi dans son bureau de la rue de la Barre pour défendre la «logique» de son choix.

Pour remplacer Séverin Bez à la tête de l'enseignement postobligatoire (DGEP), on s'attendait à un directeur général plus proche de la formation professionnelle. Pourquoi aller encore plus loin en nommant un homme de l'économie?

Lionel Éperon est au service de la collectivité vaudoise depuis vingt ans et dispose en effet d'une excellente connaissance de notre réalité économique. C'est un haut fonctionnaire qui est depuis très longtemps au contact des entreprises formatrices et qui a une connaissance fine des hautes écoles. Au moment où le Conseil d'État inscrit la valorisation de la formation professionnelle en tête de son programme de législature et décide de créer 1000 places d'apprentissage d'ici à 2020, mon département a besoin à la tête de la DGEP de quelqu'un qui ait de grandes forces et compétences pour mettre en œuvre cette volonté politique. La personnalité de M. Éperon, qui est un homme de dialogue respecté par tous les camps et qui connaît parfaitement le fonctionnement de l'administration, est en totale adéquation avec ces objectifs.

Pourquoi miser sur la formation professionnelle?

Notre canton a été pendant longtemps dans un climat où on valorisait surtout les études longues. Le fait que les élèves entrent en apprentissage en moyenne vers 19 ans doit cependant nous faire réfléchir. Une des causes de cette entrée tardive, c'est une évolution qui pousse les élèves à essayer le gymnase coûte que coûte, d'où un taux d'échec important. Or la voie gymnasiale est une voie parmi d'autres à l'heure où nous disposons d'un système perméable qui permet de monter en puissance, de commencer par une formation professionnelle, puis, pourquoi pas, de dévier vers une formation plus académique et devenir prof à la HEIG, à l'ECAL ou à l'EPFL. Lionel Éperon a aussi compris l'importance capitale de l'éducation numérique et envisage ces enjeux dans leurs différentes ramifications.

Êtes-vous en train de mettre en place une vision utilitariste de l'école?

La vocation de l'école, c'est d'ouvrir l'esprit, d'amener des connaissances, des compétences et des savoirs à des personnes – jeunes ou déjà adultes – pour qu'elles développent leur autonomie. Nous nous battons par exemple face à la Confédération pour que le préapprentissage intègre des éléments de culture générale.

Que répondez-vous aux profs de gymnase qui craignent un virage radical à leurs dépens?

Il ne faut pas que les gymnases s'inquiètent. Des investissements constants et conséquents du Canton sont planifiés pour absorber l'évolution démographique des élèves pour ces dix prochaines années.

Piquer un chef de service dans un autre département, ce n'est pas banal!

La procédure s'est faite de manière ouverte et transparente. Je trouve normal qu'après dix ans à la tête d'un service, on puisse chercher de nouveaux défis professionnels. M. Éperon a fait usage de ce droit à la mobilité au sein de l'administration que je trouve très opportun. Dans une société de plus en plus complexe, pouvoir bénéficier de points de vue différents est essentiel pour alimenter une autre manière de penser dans les politiques publiques.

Sans militer au PLR, Lionel Éperon n'est pas un homme de gauche. Des dents vont grincer dans votre camp?

Dans une procédure de nomination, les logiques partisans n'ont pas leur place.

Joëlle Fabre (24 heures)

Créé: 18.01.2018, 20h59